

Avant-propos

La France est un pays fascinant. Elle ne se donne ni rapidement ni facilement. Voilà plus d'un quart de siècle que j'y habite et je n'arrive toujours pas à m'habituer à quelques-uns de ses charmes presque immuables. Les crottes de chiens jonchant les trottoirs, l'arrogance souriante qu'on rencontre dans les rues de la capitale, le mépris coutumier des services à la française où le client n'est jamais roi, les grèves à répétition, parfois interminables et tombant toujours au plus mauvais moment, qui constituent une sorte de sport national... Et si encore cette liste s'arrêtait là !

Voilà qu'en France, pays des droits de l'homme, ou autoproclamé tel, une chape de plomb vient, depuis quelques décennies, ternir l'image de cette vieille démocratie : le politiquement correct. Cette véritable maladie hexagonale empêche tout débat d'idées et restreint la parole sur un territoire qui fut longtemps considéré comme celui de la liberté de penser par des pays où, précisément, il n'existait pas d'autre liberté que celle de réfléchir comme son voisin.

Par quelle espèce de chemins tortueux, les Français, un si grand peuple, peuvent-ils tolérer d'être qualifiés de fascistes lorsqu'ils osent – j'exagère à peine – être à la droite de François Hollande ?

Sur cette terre parfois hostile, mais dont je suis encore éperdument amoureux, je suis devenu une sorte de survivaliste. J'ai bien appris de mon environnement. Je regarde toujours où je pose mes pieds sur les trottoirs, je ne dis plus bonjour aux inconnus dans l'ascenseur, j'évite autant que faire se peut les traditionnels bistrots parisiens et leur légendaire amabilité, et je m'excuse auprès des chauffeurs de taxi de les déranger.

Mieux : pour m'intégrer le plus possible, je pourrais faire en sorte de ne pas trop m'étendre sur mes opinions dans les dîners en ville, allant jusqu'à prétendre être un « progressiste » détestant Donald Trump, pour ne pas avoir l'air d'un ringard, bref, d'un xénophobe fraîchement débarqué de l'Est. Pour ne pas donner du grain à moudre à celles et ceux qui ne vivent qu'à grand renfort de clichés, je pourrais apprendre à faire le dos rond. « À la française ». Car la dissimulation de ses vraies idées, je connais !

J'ai grandi en Pologne, sous un régime communiste totalitaire, soumis à l'Union soviétique, où l'on risquait au mieux sa carrière, au pire sa vie, lorsqu'on s'exprimait librement. Il est surprenant que, dans la France d'aujourd'hui, le camouflage intellectuel soit nécessaire pour esquiver les insultes des gourous de la bien-pensance. Quel paradoxe de l'histoire ! Je suis parti d'un pays communiste où penser librement tenait du défi perpétuel, pour vivre aujourd'hui, au ^{xxi}^e siècle, dans un pays où cette même liberté relève de la gageure.

Et pourtant, à en croire les élites de mon pays d'accueil, celui où j'exerce la profession de journaliste depuis le début des années 1990, la France serait un modèle. Un modèle social surtout : pour se fondre dans le paysage hexagonal, il faudrait peut-être que je demande à la rédaction de ma radio de travailler seulement trente-cinq heures par semaine (même si, dans ce cas, il n'y aurait probablement pas beaucoup d'informations sur la France à l'antenne) et prendre ma retraite à 62 ans, au lieu de 65... Car en Pologne, la durée hebdomadaire de travail est de quarante heures, à condition bien sûr de ne pas être correspondant à l'étranger d'un grand media, comme moi, car là on ne compte plus ses heures de travail. Ce qui n'est d'ailleurs pas très dérangeant si on le fait avec passion, puisque ça constitue en soi un privilège. Il serait cependant erroné de répéter le cliché de la Pologne où le communisme aurait été remplacé par un capitalisme sauvage qui ne se préoccuperait pas du bien-être de ses salariés et qui les utiliserait, cyniquement, comme des mouchoirs jetables. La réalité est tout autre. Le déficit budgétaire ayant atteint en 2017 le niveau historiquement bas de 1,7 % du produit intérieur brut¹, soit presque 1 % de moins qu'en France², l'âge de la retraite a été la même année abaissé dans mon pays de 67 à 65 ans pour les

hommes et à 60 ans pour les femmes. Rappelons, pour l'exemple, que l'Allemagne a décidé de porter progressivement l'âge de la retraite de 65 à 67 ans à l'horizon 2029. En comparaison, la Pologne fait figure de pays se préoccupant beaucoup plus du confort et de la santé de ses seniors tout en maîtrisant beaucoup mieux que la France son budget, car Varsovie table de nouveau sur un déficit de 1,7 % en 2019. Il sera intéressant de voir le déficit budgétaire de la France pour la même année. Probablement pour compatir... Le 16 décembre 2018, le Premier ministre Edouard Philippe annonçait que le trou budgétaire en France devrait atteindre en 2019 les 3,2 %³. C'est-à-dire, selon les estimations de Varsovie, encore une fois, quasiment le double du déficit polonais.

Curieusement c'est justement à l'initiative de la France et de l'Allemagne qu'on avait imposé en 1997 à la zone euro le Pacte de stabilité et de croissance limitant théoriquement le déficit budgétaire à 3 %. Une règle que la France elle-même n'a pas souvent respectée. Par la suite, ce sont encore une fois Paris et Berlin qui ont initié le pacte de stabilité et le pacte budgétaire européen (TSCG), entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013, renforçant encore davantage la discipline en matière de finances publiques. En essayant d'imposer aux autres les règles dont il essaye lui-même de s'affranchir, le pays de Molière s'est mué en champion de l'hypocrisie politique. La France est devenue – comme l'a dit assez justement le chef de la diplomatie polonaise Jacek Czaputowicz⁴ – « l'homme malade de l'Europe, qui la tire vers le bas. Un pays qui aime donner des leçons aux autres, mais qui n'arrive pas à résoudre ses propres problèmes, parfois d'une gravité extrême ».

L'âge de la retraite est de 65 ans pour les hommes et de 60 ans pour les femmes en Pologne ? Et où est l'égalité de sexes, me direz-vous ? Il est intéressant de remarquer qu'il n'y a pas eu beaucoup de protestation de la part des féministes polonaises sur cette question du traitement inégal des deux sexes concernant l'âge de la retraite. Car une majorité de femmes a plutôt exprimé sa satisfaction envers le gouvernement issu du parti conservateur PiS⁵ d'avoir opté pour une certaine « élégance » législative, très inhabituelle dans l'Union européenne, envers la gent féminine. Bah oui, en Pologne les femmes ne s'offusquent pas encore – à l'inverse de ce qui se passe de plus en plus souvent en Europe occidentale et en particulier en Scandinavie –

quand on leur fait le baisemain en les saluant de façon un peu désuète, et on n'entend pas de commentaires désobligeants à l'égard de ces hommes qui, quoique pressés, laissent entrer en premier une femme dans un wagon de métro (ce qui m'est arrivé déjà à Paris). En revanche, c'est la Commission européenne qui a protesté contre cette réforme des retraites en estimant – tout en rendant perplexes beaucoup de mes concitoyennes – qu'elle allait à l'encontre du droit des femmes, et plus précisément de l'égalité juridique entre les femmes et les hommes. Si les technocrates de Bruxelles voulaient inciter les Polonaises à devenir eurosceptiques, ils ne pouvaient pas mieux s'y prendre.

L'harmonisation européenne à la française – sans oublier une pause déjeuner d'au moins deux heures – pourrait avoir du bon ! Tant pis pour les résultats économiques... Je pourrais me la couler douce ! Gare toutefois à ce que cette douce France, chère à tous les amoureux du refrain célèbre de la chanson de Charles Trenet, ne coule pas elle-même, faute de proposer mieux qu'un modèle usé jusqu'à la corde.

Car rien, hélas, chez Jupiter, ainsi qu'a choisi de se surnommer votre Président (dans une sorte d'« autoculte de la personnalité »), ne donne l'impression que la France puisse sortir, enfin, la tête de l'eau où, à force de boire la tasse, elle finit par se noyer dans ses certitudes. Prenons cet anniversaire que beaucoup de Français n'avaient pas trop à cœur de fêter. Un an après la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle, la France connaissait le quatrième taux de chômage le plus élevé des vingt-huit pays de l'Union européenne, avec 9,2 % de sa population active sans emploi. « Nous sommes le seul grand pays européen qui depuis trois décennies connaît le chômage de masse », a admis le président Emmanuel Macron lui-même⁶. En effet, c'est semble-t-il au nom de ce modèle français peu enviable que Macron s'autorise à donner des leçons non seulement aux autres pays européens, mais aussi à ceux de ses compatriotes qui ne sont pas d'accord avec lui. Quel contraste avec le quasi-plein-emploi des pays d'Europe centrale : selon l'office européen des statistiques Eurostat, la Pologne affichait au même moment 3,8 %, la Hongrie 3,7 % et la République tchèque 2,3 % ! Quel retournement, là aussi, de l'histoire !

cheveux au vent, jetaient des pavés sur les policiers et collaient des affiches avec les slogans « CRS = SS » étaient de magnifiques combattants de la liberté (surtout d'ailleurs de la liberté des mœurs), mais les Gilets jaunes, qui veulent du pain (à défaut de brioches, comme aurait dit Marie-Antoinette) et un peu de dignité, sont des affreux « factieux et séditieux¹⁰ ». Deux poids, deux mesures ? Comme d'habitude...

Il est intéressant de voir que la révolte des Gilets jaunes a éclaté en France, et non pas en Pologne, où pourtant le nombre de personnes ayant du mal à joindre les deux bouts à la fin du mois est encore plus important. Cependant le gouvernement polonais ne considère pas « les gars qui fument des clopes et qui roulent au diesel » comme des citoyens ringards de deuxième catégorie, ne méritant pas trop qu'on se préoccupe de leur détresse quotidienne.

Que le Président français – et d'autres dirigeants européens libéraux et arrogants – en soient sûrs : ce n'est que le début de leurs surprises. Car de plus en plus de citoyens comprennent que le pluralisme d'opinions – sans l'ostracisme propre au politiquement correct et sans le dédain pour « les gens qui ne sont rien¹¹ » – est la vraie condition de la survie durable de la démocratie sur notre continent.

Comment l'Europe ose-t-elle faire la leçon aux Polonais sur leur politique d'immigration ? Et qui évoque, dans cette Union européenne shootée aux leçons de morale, le million de migrants venus d'Ukraine, pays en guerre avec la Russie, que la Pologne a déjà accueillis, sans jamais pourtant que nous n'exigions de Berlin ou de Paris que fût mutualisée cette pression migratoire ?

Dans ce contexte de chasse aux « mal-pensants », un nouveau cliché est apparu : les Polonais seraient « ultranationalistes ». L'exagération comme le ridicule n'ont pas de limites. Peut-on reprocher à un pays tel que la Pologne, dont l'existence, et par là même l'identité, ont été plusieurs fois balayées au travers des siècles, de vouloir justement préserver son identité ? A-t-on oublié l'histoire récente ? Un pays écrasé par l'Allemagne nazie, dont la capitale fut, au sortir de la guerre, réduite à l'état de cendres, un pays, enfin, dominé

pendant plus de quarante ans par les Soviétiques qui en avaient fait un de leurs satellites.

Varsovie et Budapest, tout comme d'autres capitales d'Europe centrale et orientale, osent aujourd'hui s'interroger ouvertement sur le modèle européen, et notamment sur le modèle français d'immigration. Qui voudrait aujourd'hui des nombreux ghettos, créés de fait sur le territoire français par une immigration qui a été mal pensée, mal conçue, mal planifiée ? Alors que l'Afrique est, selon la grande majorité des spécialistes, une bombe démographique à retardement, il est normal que Varsovie pose encore des questions, tandis que les partisans forcenés du vivre-ensemble, ceux de la « vieille Europe », persistent à répondre toujours avec les mêmes solutions, ces remèdes inefficaces qui n'ont même plus l'effet des placebos.

Osez parler de l'islamisme en Europe et vous voilà islamophobes ! C'est à se demander encore si la France demeure une démocratie protégeant la liberté de parole. Quand je critique le catholicisme, personne ne trouve rien à redire. Il est étrange de ne pas pouvoir agir de la même manière avec l'islam sans risquer d'être affublé des pires adjectifs. Certains fondements de la République française, à savoir l'égalité et la liberté d'opinion, qui comprend la possibilité de critiquer les religions, quelles qu'elles soient, commencent sérieusement à vaciller.

On préférera toujours pointer du doigt cette Pologne « antisémite »... Où cependant les juifs courent aujourd'hui infiniment moins de danger que dans la France de 2019, en proie à l'antisémitisme islamiste, où l'on massacre les juifs en les tuant par balles ou en les défenestrant.

Est-ce un hasard si le parlement de Strasbourg a réclamé, à l'approche des élections européennes de mai 2019, de lancer une procédure de sanction à l'encontre de la Hongrie ? Cette mesure rarissime, dite « de l'article 7 », si elle allait à son terme, pourrait priver le pays dirigé par le Premier ministre issu de la droite dite « radicale », Viktor Orban, de ses droits de vote dans l'Union en raison d'un « risque de violation grave de ses valeurs ». Ce dispositif aurait pu être lancé il y a déjà plusieurs années. Après tout, la politique d'Orban ne s'est pas radicalisée récemment. Bien au contraire, le Premier

ministre hongrois a plutôt eu tendance à mettre de l'eau dans son tokay. Pourtant Paris, Berlin et Bruxelles ont adopté un calendrier assez malin, en préférant réaliser cette « purge » avant les élections européennes, afin de préserver à tout prix, et sous le coup de la menace démonstrative, les dogmes de la pensée unique sur notre continent. Le message est le suivant : « Votez bien, sinon... » Fin décembre 2017, déjà, la Commission de Bruxelles avait déclenché la même procédure disciplinaire contre la Pologne. Varsovie, comme Budapest, s'étant opposée à la politique migratoire de l'Union européenne, jugée peu satisfaisante, voire dangereuse.

Ceux qui ne raisonnent qu'en termes d'axe Paris-Berlin savent pourtant qu'ils empruntent une voie sans issue : pour condamner un pays, il faut l'unanimité des membres de l'Union. Varsovie défendra sûrement Budapest, et la Hongrie s'opposera probablement aux projets de sanctions contre la Pologne.

Les blessures créées au sein de l'Union européenne ne se refermeront pas rapidement. Si le « camp des révoltes » croît aussi vite que l'ostracisme « macronien » auquel il se heurte, l'Union européenne, telle que nous la connaissons aujourd'hui, risque d'exploser et le président Macron passera à la postérité non comme son sauveur, comme certains l'espéraient, mais comme son fossoyeur.

Et l'on verra les gourous de la bien-pensance française, abonnés à la novlangue depuis des décennies, bien embêtés. Voilà qu'à force de traiter de fascistes des peuples dont les opinions ne font que diverger, ils finiront par voir un jour progresser les véritables néonazis.

Quand on insulte une grande partie du peuple, on favorise les authentiques extrêmes. On finira par s'apercevoir que l'actuel Premier ministre de Hongrie Viktor Orban ne méritait pas d'être traité de fasciste. Antisémitisme ? Lors de sa visite à Jérusalem, le 23 juillet 2018, le chef du gouvernement hongrois a été qualifié par son homologue Benjamin Netanyahu de « véritable ami d'Israël » ! Le 19 février 2019, le Premier ministre israélien a remercié sur Twitter Viktor Orban d'être son allié fidèle à l'ONU et a exprimé le souhait d'intensifier la coopération avec les autorités de Budapest. Cependant la Hongrie risque de voir arriver au pouvoir d'incontestables ultranationalistes, incarnés par le Mi Hazánk Mozgalom (le Mouvement notre patrie),

fondé par des dissidents du parti d'extrême droite Jobbik, déçus du virage « centriste » de ce dernier. Toute une bataille politique se déroule déjà à droite du Fidesz de Viktor Orban. À force d'essayer de défendre « la pensée unique européenne » comme le dernier rempart contre le retour des guerres sur notre continent, on risque de provoquer de quasi-guerres civiles en divisant de plus en plus les sociétés. À regarder trop ailleurs, à regarder trop son nombril, on finit par ne plus rien voir arriver. J'invite très humblement tous les donneurs de leçons à y réfléchir.

La France est le pays des sursauts, des révolutions, des guerres civiles. Et, aussi, de l'espoir. Elle est historiquement la nation où les changements les plus radicaux peuvent s'opérer de la manière la plus rapide qui soit.

Mais il faudra aussi à la France, comme à un malade en convalescence, un peu de force, un peu d'amitié, pour l'aider au sursaut. Cette amitié viendra, j'en suis sûr, d'un peuple pas si lointain du vôtre dans sa géographie, comme dans ses attentes et ses ambitions. Ce peuple, ce pourrait être celui de la Pologne – le pays de plus en plus incontournable sur la scène européenne, l'un des six plus grands membres¹² de l'Union avec lequel il faudra compter dans l'avenir de notre continent. Ce peuple, à l'histoire tragique et qui s'est pourtant toujours relevé, adresse aujourd'hui à la France un fraternel « Bon courage ! ».

1. Données officielles du Główny Urząd Statystyk, l'équivalent polonais de l'Insee.

2. 2.6 %. Source : Insee, mars 2018.

3. Dans un entretien au journal Les Echos.

4. Dans une interview à la télévision Polsat News, le 17 décembre 2018.

5. Prawo i Sprawiedliwość, soit Droit et justice, parti fondé en 2001 par les frères Kaczyński.

6. Grand débat avec 600 maires à Souillac, le 18 janvier 2019.

7. Le 10 janvier 2019, lors d'une conférence de presse à Varsovie.

8. Lors de cette même conférence.

9. Propos du porte-parole du gouvernement de l'époque Benjamin Griveaux rapportés dans *Le Journal du dimanche* le 28 octobre 2018.

Douce France, qu'es-tu devenue ?

« Les fêtes de la Saint-Sylvestre ont pu se dérouler de manière sereine pour l'ensemble des Français. » Euh... s'agissait-il d'une blague ? D'une farce funeste ? Ou peut-être ai-je mal entendu la nouvelle à la radio à cause de ma légère gueule de bois ? Ah non, stop aux idées reçues... Je ne peux pas avoir de gueule de bois : je suis un Polonais et ne bois aucun alcool ! D'ailleurs, malgré le cliché persistant de l'ivresse slave, les Polonais boivent en réalité moins d'alcool (l'équivalent de 10,71 litres d'alcool pur par personne et par an) que les Français (11,5 litres¹). Mais je m'égare...

Le communiqué du 1^{er} janvier 2018, publié sur le compte Twitter du ministre français de l'Intérieur de l'époque Gérard Collomb – et repris sans tiquer par les médias – qui dresse le bilan du réveillon du Nouvel An, n'est pas un faux ! Le bilan fut « globalement positif » ! Elle est bonne celle-là ! Même si un grand nombre de Français n'avaient, hélas, certainement aucune raison de rigoler, ce jour-là...

Selon le décompte officiel, 1 031 véhicules ont été incendiés, 510 personnes ont été interpellées (des chiffres en légère hausse par rapport à l'année précédente), 8 policiers et 3 gendarmes blessés, dans une ambiance qui tient plus de la guérilla que des réjouissances festives. Le tout sur fond de lynchage d'une policière à Champigny-sur-Marne. On y reviendra.

J'appelle ma rédaction en Pologne. « La nuit de la Saint-Sylvestre a été calme. Seules mille bagnoles ont été brûlées ! » J'entends une explosion de rire à l'autre bout du fil. Les communiqués des ministres français de l'Intérieur du 1^{er} janvier font toujours leur petit effet – surtout quand au téléphone répond un bleu de la rédaction qui ne connaît pas encore les usages politiques français.

J'explique, ce jour-là, calmement, qu'il ne s'agit pas d'une blague. Gérard Collomb a vraiment déclaré que la nuit avait été « sereine », et ce malgré les quelques voitures utilisées comme feux d'artifice dans les « cités difficiles ». Le bleu ne me croit pas et continue de rire en me félicitant pour mon sens de l'humour un peu noir. Le quiproquo n'a pourtant rien d'une farce.

Et Gérard Collomb, lui-même, n'y était d'ailleurs pour rien. Il perpétuait simplement cette tradition qui consiste à dire – pour entamer la nouvelle année dans la bonne humeur – « Tout va très bien, Madame la Marquise ! », comme le suggérait, en 1935, Ray Ventura dans cette chanson populaire dont les paroles sont devenues proverbiales, pour moquer, en France, l'inertie des politiques face aux catastrophes.

Ainsi, en 2017, son prédécesseur socialiste, Bruno Le Roux, avait assuré que le réveillon de la Saint-Sylvestre s'était – attention les yeux ! – « particulièrement bien passé ». 945 véhicules avaient été incendiés et 454 personnes interpellées à travers la France, notamment pour des agressions contre les policiers. « Ce que je regrette, une nouvelle fois, c'est sur le territoire un trop grand nombre d'agressions ou d'insultes ou de jets de projectiles divers sur des forces de sécurité, sur des gendarmes, sur des militaires, sur les sapeurs-pompiers, sur des policiers », avait tout juste déploré Bruno Le Roux, dans une longue litanie des cibles des émeutiers du Nouvel An. On s'habitue à tout...

Et pourtant Collomb, tout autant que Le Roux, se sont montrés plus transparents que certains parmi leurs prédécesseurs qui ne voulaient même plus communiquer sur le nombre de voitures incendiées afin de ne pas alimenter un désir de compétition entre les bandes de voyous. L'argument, non sans une certaine logique, était somme toute assez pratique pour des gouvernements ayant abandonné tout projet de reconquête dans ces zones de non-droit, précisément là où la République n'a plus aucun droit d'inventaire.

Chaque Nouvel An, c'est donc la même histoire. Premièrement, je n'arrive pas à expliquer à mes collègues de la rédaction polonaise que le gouvernement français estime que le réveillon était « globalement calme » quand seulement mille voitures ont été réduites en cendres. Il est vrai que c'est difficilement compréhensible dans mon pays où, dans

pareille situation, il y aurait eu dès le matin des envoyés spéciaux de tous les médias – et sans doute avec des éditions en continu sur les chaînes info – ne serait-ce que pour quelques dizaines d'automobiles brûlées ! Il arrive parfois qu'il y ait un pyromane qui provoque l'incendie d'une douzaine de voitures mais... mille en une nuit ?! On dirait que *Mille et Une Voitures brûlées* est la nouvelle version française des *Mille et Une Nuits*². Réponse coutumière de mes confrères polonais : je me trompe probablement de date, on doit être un 1^{er} avril.

Et puis, on finit par me demander : « D'accord, mais pourquoi tu ne nous as pas donné un coup de fil le matin ? On aurait pu mettre ça à l'antenne déjà à l'aube ! Tu dormais ? » Personne ne veut me croire et pourtant, oui, en France, lorsqu'on brûle des centaines de véhicules en l'espace d'une seule nuit (une seule !), ce n'est pas une raison suffisante pour que le pays entier s'agite dès le matin. L'information est si classique, si banale, qu'on peut attendre d'en faire une nouvelle dans l'après-midi.

À l'époque sombre de l'histoire européenne, Georges Marchais, alors secrétaire général du PCF, utilisait lui aussi cette même expression, en soulignant « le bilan globalement positif » des pays communistes. L'absurdité de ces propos n'avait d'égale que la drôlerie, souvent involontaire, du personnage. Quand je suis arrivé en France en 1986, trois ans donc avant la chute du mur de Berlin, mes amis m'avaient tout de suite conseillé comme distraction de regarder les interventions de cet homme politique devenu légendaire avec ses phrases à l'emporte-pièce : « Elkabbach, moi aussi j'ai un cerveau ! » et d'autres pépites du même acabit. Orateur de légende aux sourcils aussi broussailleux que ceux de Brejnev, voilà que son « bilan globalement positif » a trouvé une postérité quarante ans après...

Plus étrange encore fut la couverture médiatique du tabassage d'une policière à Champigny-sur-Marne, survenu la nuit du Nouvel an 2018. Ce fait divers, d'une violence extrême, a tardé à mobiliser la plupart des rédactions parisiennes. Pourtant, dès le lendemain matin, des vidéos amateurs circulaient sur le Web alimentant le buzz anti-flic. On y voyait une gardienne de la paix à terre recevant des coups de pied d'individus criant « Wesh ! », « Elle est seule ! », « Chope-lui son arme ! »...

Pas d'émotion immédiate dans les rédactions françaises. Il aura fallu le communiqué du président Macron, dénonçant un « lynchage » et souhaitant que ses auteurs soient punis, pour qu'enfin les médias commencent à s'y intéresser davantage. C'est un peu (et peut-être ai-je mauvais esprit) comme s'ils attendaient le feu vert de l'Élysée pour en parler. Au moins, lorsque le « Kennedy français » évoque un fait, on ne peut plus être accusé de vouloir faire le lit de l'extrême droite.

Paradoxalement – ce qui arrive en France de plus en plus souvent concernant les sujets dits « sensibles » –, l'un des premiers médias à avoir révélé l'information fut la version française de la chaîne info RT France (anciennement Russia Today). Qu'un média russe soit le premier sur cette actualité en dit beaucoup sur l'état de la France, devenue un pays beaucoup trop verrouillé pour ce genre de nouvelles. L'époque où lorsque j'étais étudiant en France les Russes cherchaient à Paris la liberté de parole que l'Union soviétique leur avait confisquée paraît si lointaine !

C'est pourtant en France que paraissait depuis 1947 l'hebdomadaire *La Pensée russe*, une bouffée d'oxygène pour les dissidents du pays des tsars rouges. Aujourd'hui, ce sont les Français qui cherchent cette liberté de parole et d'opinion dans les médias moscovites ! Et *La Pensée russe* est dorénavant publiée à Londres... *Ici Londres ?...* Les facéties de l'histoire sont surprenantes. D'autant plus qu'il s'agit de médias officiels de la Russie – un pays qui reste assez loin des standards de la vie politique occidentale.

De manière tout à fait habile, Poutine a trouvé une faille dans cet Occident qui s'enferme, voire se complaît dans l'autocensure. Le maître du Kremlin s'engouffre d'ailleurs à fond dans ce filon. Il semble dire : « Vous voulez me donner des leçons de démocratie ? Regardez d'abord l'état de votre liberté de parole – rognée de plus en plus par la bien-pensance ! » Et les journalistes dans les rédactions de médias dits « de droite » – qui passent leur temps les yeux rivés sur les écrans de RT France – semblent lui donner raison...

À Champigny-sur-Marne, le lendemain des « incidents », un héros a émergé de cette sordide histoire. Un jeune homme, prénommé Ali, a sauvé la policière d'une mort certaine en la protégeant puis en la conduisant vers ses collègues. Son courage fut, à juste titre, loué. Beaucoup de Français avaient été choqués par ce passage à tabac. Peu

France qui brille pour ses touristes comme pour les gens les plus fortunés, ne devrait pas faire oublier que le Nouvel An dans les banlieues est souvent vécu comme un calvaire par leurs habitants.

Dans la foulée de son communiqué saupoudré de Prozac, Gérard Collomb s'est empressé de se rendre au commissariat de Champigny-sur-Marne. Le déplacement avait été annoncé à la dernière minute « pour des raisons de sécurité ». Manifestement, je n'ai pas eu de chance. J'ai très vite senti que ça serait de nouveau très difficile et laborieux d'expliquer à mes collègues de la rédaction que le ministre de l'Intérieur – le grand manitou de toutes les polices – prend ce genre de précaution comme si lui aussi avait peur de mettre les pieds dans cette petite ville qui n'est pourtant pas le pire « des ghettos » de la région parisienne. Allait-on encore me croire, à plus de mille cinq cents kilomètres de Paris ?

De l'immigration au piège des banlieues

Laissons libre cours à notre imagination. Juste un peu. On pourrait concevoir une campagne publicitaire à destination de la Pologne et d'autres pays de l'Est – à la demande du gouvernement français et cofinancée par la Commission européenne. Sur des images d'émeutes urbaines et de voitures qui brûlent, une voix *off* dirait : « Avez-vous vu nos magnifiques ghettos à forte population immigrée qui se détachent de plus en plus de la République ? Où vivent des centaines de milliers de jeunes gens qui détestent la France bien qu'ils y soient nés ! C'est notre fierté ! On voudrait partager ce bonheur avec vous. C'est un désir tellement fort qu'on ne vous demande même pas votre avis ! Vous serez en mesure d'apprécier ce bonheur une fois que des zones de non-droit seront créées dans votre pays ! »

On peut en rire (jaune), mais c'est un peu comme ça qu'une grande partie de mes compatriotes perçoivent le *forcing* de la France et de l'Allemagne – et en général de la « vieille Europe », épaulée par la Commission de Bruxelles – sur la Pologne et d'autres pays récalcitrants concernant le projet de relocalisation automatique de millions de « migrants » (un mot politiquement correct qui a remplacé celui d'« immigrants » trop connoté, comme si ça changeait quelque

chose au fond du problème...) qui doivent, selon la plupart des spécialistes, affluer d'Afrique et du Moyen-Orient.

Les Polonais ont-ils tort d'y voir une pression ? Je ne crois pas. Je suis désolé de le dire. Les autorités françaises arrivent de moins en moins à gérer « les banlieues difficiles » et font semblant de ne pas voir ce problème explosif. La vérité fait mal. Même avec le sparadrap du tissu associatif censé résoudre tous les problèmes. Avec parfois l'effet inverse : dans ce tissu, certaines structures abritent des salafistes qui préfèrent la charia à la loi française. En Pologne, même les leaders de la communauté musulmane critiquent ce qui se passe en France ou dans certains autres pays de la « vieille Europe ». « Je comprends les inquiétudes que ça peut provoquer. Ce n'est pas une bonne chose. Mais c'est la faute des gouvernements de ces pays », estime ainsi Nedal Abu Tabaq, mufti de la Ligue musulmane de Pologne³.

Les Polonais ont peine à croire que des policiers français puissent avoir peur d'intervenir dans certaines banlieues – s'ils ne viennent pas en nombre – car ils tombent régulièrement dans des pièges. J'explique à mes amis vivant en Pologne comment ça se passe en France. D'abord, on appelle les gardiens de la paix pour leur demander d'intervenir, quel que soit le motif. Ensuite, des fonctionnaires arrivent – de préférence dans une voie sans issue – et se font attaquer par des bandes de « jeunes en difficulté » (euphémisme de la langue française pour désigner, de manière politiquement correcte, les racailles, les hooligans, les délinquants, les voyous, etc.) qui les caillassent, jettent des cocktails Molotov sur leurs voitures ou les cognent avec des barres de métal ou des battes de baseball. On les attaque car ce sont les représentants d'un État qu'on déteste. On leur signifie qu'ils ne sont pas les bienvenus dans les « cités difficiles ». Ce ne sont pas les policiers qui font la loi. Ce sont les gangs de dealers qui ne veulent pas être dérangés dans leur *business*. Les adolescents n'attendent pas de miracles de Pôle emploi. Ils préfèrent prendre leur destin en main. En vendant de la drogue, ils sont capables de gagner en quelques jours autant d'argent que leurs grands-parents, jadis ouvriers, en obtenaient en plusieurs mois. Si ce n'est davantage.